Jean-Pierre Campagne

BURUNDI : HAINES DITES TRIBALES

Dans l'antagonisme Hutu/Tutsi, il y a l'affrontement social : les Hutu sont les inférieurs, les sales boulots sont pour eux. Manœuvres, trimards, paysans. C'était, semble-t-il, une constance sous la colonisation belge, et, depuis l'indépendance, jusqu'à l'élection présidentielle de juin 1993 qui a mené pour la première fois un Hutu à la tête de l'Etat au Burundi.

Le taxi est bloqué par des travaux routiers, près du port de Bujumbura. Je demande au chauffeur de faire demi-tour. C'est un Tutsi. Il s'adresse sèchement, en kirundi, à un conducteur de camion qui l'empêche de manœuvrer. L'autre saute de sa cabine, brutal, le regard féroce : va tout droit, tu ne peux pas tourner, on te dit! Un Hutu. Un deuxième a sauté, de mon côté. Il voit un blanc, s'adoucit un peu. J'explique que c'est moi qui veut tourner, je sers de paravent entre les deux haines. Le conducteur du taxi a eu peur, sa voix est brisée. Il est né au Burundi de parents exilés, il veut vendre son taxi et rentrer chez lui, au Rwanda : le FPR vient de s'emparer de Kigali, les Tutsi ont repris le pouvoir perdu en 1959. Dans les années suivantes des massacres ont entraîné la fuite de beaucoup d'entre eux dans les pays voisins. Le chauffeur, il a une trentaine d'années, n'a pas revu son père, il dit : je suis sûr qu'il est mort. Il savait où je me trouvais, il n'est pas venu me voir, il est mort. Le nombre de pères morts est impressionnant, hutu ou tutsi, au Burundi comme au Rwanda.

Cette histoire de haine, de peur est très violente, très

palpable dans les quartiers, sur les collines qui entourent Bujumbura. Il y a eu un développement séparé, une sorte d'apartheid entre les deux communautés. Aux Tutsi minoritaires, l'enseignement supérieur, les grades élevés dans l'armée. Tutsi, éleveurs mais aussi commerçants. Depuis la victoire de Kigali du FPR, on marche davantage dans Bujumbura : les autobus appartiennent essentiellement aux Tutsi, beaucoup d'entre eux sont déjà partis pour le Rwanda. Il y a aussi des filières, comme avec toute minorité active, et qui détient le pouvoir. Les employés des grands et des moyens hôtels de Bujumbura sont pratiquement tous des Tutsi. Quand je demande au réceptionniste de me trouver un taxi, il choisit un conducteur tutsi. Une, deux, trois fois.

La haine s'est cristallisée, enkystée. Cette histoire de minorité qui réussit et préserve ses privilèges, qui suscite le ressentiment n'est pas propre au Burundi ou au Rwanda. Au Kenya, en 1988, pendant les émeutes de la faim, les Africains, toutes ethnies confondues, s'en sont d'abord pris aux indiens, la minorité qui réussit dans le commerce en Afrique de l'Est. Qui impose ses prix, qui, souvent, se conduit avec arrogance vis-à-vis des noirs, leurs employés. Même chose à Madagascar : les Indiens (les karans) sont perçus, vécus comme des profiteurs sans scrupules. Pendant l'un de mes séjours, en mai 1994, deux commerçants indiens ont été tués à Antsirabé, au cours de ce qui ressemblait à un pogrom. Les pogroms, l'Europe mais aussi l'Afrique connaissent bien.

C'est dans ce contexte, me semble-t-il, qu'il faut tenter de comprendre les terribles événements du Burundi et du Rwanda. Ce n'est pas une affaire ethnique, une simple affaire de haine pure, spontanée, qui serait née en l'air comme naissent les orchidées. Le terreau du ressentiment est bien épais, la fleur terriblement vénéneuse. Le terreau a quelques centaines d'années, même si les colons l'ont très bien enrichi.

Philippe Ntahombaye souligne l'artificialité de la dimension ethnique. La langue est commune aux deux groupes, l'espace géographique, culturel aussi. Philippe, prof de linguistique et d'anthropologie à l'université de Bujumbura est un Tutsi. Il regrette la perte de relation entre l'individu et la communauté, la perte d'identification communautaire. Il dit

souvent : dans le temps. Il semble que, dans ce temps d'il y a un siècle, d'avant la colonisation, les relations sociales étaient régulées par la tradition, par des Conseils, par des relations verticales et horizontales bien établies, bien observées. Mais le pouvoir était quand même aux Tutsi. Les princes, les Ganwas, étaient au-dessus de tous : s'ils étaient punis, rétrogradés par le roi, ils devenaient de « simples Tutsi », lit-on dans *Histoire du Burundi,* dont Philippe est l'un des auteurs. Evidemment, des Hutu occupaient *aussi* des fonctions importantes. Ils étaient, par exemple, les cuisiniers à la cour royale ce qui laisse supposer une grande confiance. Mais la fonction première, hautement sacralisée, celle des trayeurs de lait était assurée par les Tutsi, réservée à l'élite.

Dans le temps regretté par le prof d'anthropologie, et pas mal d'intellectuels tutsi, les Tutsi dirigeaient, en bonne intelligence avec les Hutu. Les Hutu semblent avoir une autre vision des choses. Le colonisateur, peu soucieux d'équité, s'est en bonne logique appuyé sur l'élite, les Tutsi les a favorisés, au Burundi et au Rwanda. Les chefs hutu, car il y en avait dans certaines régions, ont été progressivement marginalisés.

On peut cependant rencontrer quelques Hutu intellectuels au Burundi, qui « réussissent », ce qui souligne encore que le fond du problème est social, et non pas « ethnique ». Lazare Bukuru est gouverneur de la province de Bubumza. Hutu, il a vécu vingt ans au Zaïre. Il dit cela d'un ton dégagé. Pourtant, cela signifie qu'il a vécu en exil, que c'est dans cet exil qu'il a pu faire des études, puis revenir dans son pays. Les Burundais reviennent toujours sur leurs collines, il n'y a pas de grande diaspora burundaise. Lazare Bukuru calme le jeu dans sa province, tente de rassurer Tutsi et Hutu, explique aux paysans qu'il faut en finir avec la peur, les massacres. Il dit que la grande majorité des paysans ne veut plus de violences. Il expose ainsi sa vie aux extrémismes qui mènent la danse.

Le problème n'est pas plus ethnique au Rwanda qu'au Burundi. Le clan du président rwandais Juvénal Habyarimana confisquait le pouvoir au bénéfice des Hutu du nord, dont il était originaire, au détriment des Tutsi, mais aussi des Hutu du sud. En mars 1992, des milices levées et payées par les durs du régime ont massacré plusieurs centaines de paysans

tutsi dans la région du Bugesera, incitant les paysans hutu à tuer leurs voisins tutsi au nom de la sacro-sainte terreur entretenue du « retour des Tutsi au pouvoir ». Je suis arrivé dans les marais du Bugesera alors que des huttes brûlaient encore. Les rescapés, rassemblés dans des lieux de fortune, effrayés comme des bêtes en attente d'abattage, disaient ne pas comprendre pourquoi leurs voisins les avaient attaqués. En fait, le but était de faire capoter le début des négociations de paix d'Arusha, en Tanzanie. A ce moment-là, un ambassadeur du Rwanda en poste en Afrique de l'Est m'a dit : nous ne pourrons *jamais* nous entendre avec ces gens-là (le FPR). Le refus était politique, celui d'un pouvoir obligé par les pays occidentaux et les donateurs à négocier avec la guérilla, mais, qui, en réalité, ne voulait rien partager.

Affrontement social, politique, noué des deux côtés sur le dos des populations civiles : il n'y a rien de neuf sous le soleil, quelque soit le continent, l'époque. Des hommes ont essayé, essayent d'aller plus loin. Pas abolir le passé, mais, au moins, essayer de construire d'autres relations.

J'avais rencontré Melchior Ndadaye en mars 1992, un soir dans un hôtel de Bujumbura, derrière une haie d'arbustes qui nous cachaient des consommateurs du bar. Il était avec Sylvestre Ntibantunganya, l'actuel président de la république. Ces hommes-là, hutu, opposants, m'avaient paru désireux de jouer le jeu démocratique. Ndadaye, élu président de la république en juin 1993 par la majorité hutu a été assassiné en octobre de la même année par des militaires tutsi. Sylvestre Ntibantunganya tente actuellement de négocier un premier virage, pour de nouvelles institutions, équilibrées entre majorité et opposition, après la mort du deuxième président en avril 1994. Il reste très menacé par les extrémistes du Palipehutu, qui ne veulent aucun compromis avec l'ancien pouvoir, et par les extrémistes Tutsi.

Une frange des Tutsi au Burundi n'accepte pas d'avoir perdu le pouvoir, tout simplement. Ces anciens privilégiés n'ont que faire des jeux démocratiques exportés par les Occidentaux, les anciens colons. Les néo-colons, finalement. Ils se moquent des Hutu : ils n'ont pas les hommes formés pour diriger. Evidemment, ils n'ont pas eu accès à l'enseignement

supérieur! Je connais des correspondants de presse internationale, tutsi comme la plupart des journalistes et l'immense majorité des intellectuels, qui s'enivrent du matin au soir au bar d'un hôtel. Imbibés de bière, ils ne font pas leur travail d'information, ils taisent les rares initiatives positives. Des gamins gâtés, aux jouets cassés.

Ainsi, aucun d'eux n'a parlé d'un forum qui vient de réunir des intellectuels et des artistes burundais. Ces hommes, ces femmes se sont interrogés, pendant six mois, sur les moyens de réduire la violence, ils ont été chercher dans leur tradition, dans leur société d'avant la colonisation des normes de comportement humanitaire. Ils ont l'air plutôt désemparés face aux violences, ils sont désireux de surmonter les terreurs. Ils sont très minoritaires. Pendant une semaine, en juillet 1994, ils ont parlé avec des jeunes, des étudiants, des profs, des militaires, des députés, au cours d'un forum. Il y avait là, dans le centre islamique de Bujumbura, tout un pays qui a défilé en état de choc, tous les acteurs du drame qui s'interrogeaient, traumatisés. Et, forcément, avec du sang sur les mains, sur le cœur : celui qu'on a versé sur eux, près d'eux, celui qu'ils ont versé.

Mais dites-nous, madame, pourquoi nous en sommes arrivés là? a demandé une enseignante à la représentante du CICR[1], l'organisation à l'origine de cette singulière démarche. Pourquoi en arrive-t-on à un tel degré de haine, de fureur? Qui saura répondre, du Burundi à la Bosnie? Au Rwanda, l'incroyable massacre a été orchestré par les durs du régime. La propagande sur le retour de la minorité tutsi, auprès de populations peu éduquées, explique en partie le degré inouï de violence. On sent, aussi, un terrible ressentiment parmi les Hutu, tenus en inférieurs par l'élite tutsi, un ressentiment, qui, s'il n'est pas inscrit dans les gènes, est au moins transmis de génération en génération, chevillé au cœur dès l'enfance. Même si, dans le cas, il n'y a pas d'idéal politique ou autre, je pense aux massacres de la Révolution de 89, au peuple qui dansait de joie en massacrant les aristocrates, qui se débarrassait dans le sang de siècles d'asservissement.

1. Comité International de la Croix-Rouge.

Ces peuples sont majoritairement catholiques. Des prêtres se sont battus, ont tué ces derniers mois. Des églises ont été attaquées, les fidèles massacrés. Disparu dans le sang, le message de tolérance, d'amour du Christ. On peut s'en étonner, mais pas plus que l'on peut s'étonner des siècles d'affrontement sanglant, de barbarie qu'ont connu les sociétés européennes christianisées. Un prêtre du Burundi a dit : ici, on a mis Dieu aux toilettes, et on a tiré la chasse. Une employée d'une compagnie aérienne, tutsi, rescapée des derniers massacres, réfugiée au Kenya, toujours croyante, m'a dit : Il a voulu ça, pour nous éprouver... Il punira les méchants.

Je ne suis pas plus intelligent qu'un Hutu, me dit l'ancien président burundais, Pierre Buyoya, le major qui a accepté le jeu démocratique, et qui a perdu, en juin 1993, entraînant la chute du pouvoir des Tutsi. Il veut dire : j'ai accepté de perdre au bénéfice de Nydadaye, le Hutu. Le major Buoya aurait pu tenter un coup de force, l'armée est tutsi. Il ne l'a pas fait, beaucoup de Tutsi le lui reprochent. L'armée sert d'équilibre actuellement au pouvoir politique qui est hutu, sorti des urnes. Je suis allé le voir pour tenter de comprendre pourquoi ce militaire avait accepté d'ouvrir son pays à la démocratie, accepté de perdre, donc, tant il était évident qu'une majorité des Hutu allaient voter pour le candidat hutu. Eh bien, cet homme jeune, qui disposait de tous les moyens d'information et de renseignement n'a rien vu venir. Il a mésestimé l'adversaire et sa défaite l'a profondément surpris. Il en paraît toujours affecté. Mais cette défaite, il l'a cependant acceptée, contrairement à nombre de despotes.

Personne n'est évidemment plus ou moins intelligent que l'autre, au Burundi, et au Rwanda. Il y a des extrémistes dans chaque pays, dans chaque camp, qui veulent reprendre le pouvoir, et sont prêts à beaucoup pour cela.

La communauté internationale, l'Occident, devrait développer une politique préventive des conflits, développer la profession des faiseurs de paix, avant que les conflits n'éclatent. Les trémolos télévisuels lassent, le sac de riz, le bistouri sont utiles, ils ne règlent rien au fond. L'Afrique, enfin, devrait se secouer, se débarrasser du néo-colonialisme, mais ça, c'est un autre chapitre...

(Appendice, retour du Buruni. A Nairobi)

Judy, la Kisi : nos voisins sont maasai, kipsigi et luo. Nous sommes entourés d'ennemis! Elle trouve normal que les hommes se battent, elle précise : avec des arcs et des flèches! Judy est étudiante à l'université de Nairobi.

En fait, les Kisi se battent au bord du lac Victoria avec les Maasai pour le bétail, les vaches. L'affrontement, s'il recoupe une différence tribale, n'est pas motivé par la différence ethnique. Son origine est d'abord économique, sociale.

Jean-Pierre CAMPAGNE